

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2090>



Intervention de l'École Émancipée à l'ouverture du congrès

- FSU - Congrès - Congrès FSU 2016 -



Date de mise en ligne : mardi 2 février 2016

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Intervention effectuée par Véronique Ponvert

Notre congrès s'ouvre dans une période complexe et tendue sur le plan international avec de nombreux et sanglants attentats terroristes sur notre sol comme dans d'autres pays, et avec un gouvernement français qui mène plusieurs guerres.

La COP 21 a confirmé aussi, sur les questions environnementales, de lourds enjeux qui mettent en péril l'avenir de notre planète. L'Union européenne doit faire face à des crises politiques, économiques, sociales qui remettent en cause ses fondements.

C'est une Europe sous le joug des marchés, et non une Europe des peuples, comme l'a démontré la crise grecque. C'est une Europe qu'on transforme en forteresse, aux portes desquelles meurent des milliers de migrantes et de migrants.

Dans un tel contexte, il n'est pas simple de trouver des réponses. Néanmoins, nous pensons, à l'école émancipée, que notre travail de syndicalistes est :

- d'analyser cette situation,
- d'avancer nos propositions revendicatives,
- de refuser des politiques gouvernementales qui sont à l'opposé de ce que nous voulons et de ce qui est bon pour les salariés,
- de construire des mobilisations pour les rejeter et proposer des alternatives.

Ce sont les bases mêmes d'un syndicalisme de transformation sociale qui veut faire bouger les choses, à l'opposé d'un syndicalisme d'accompagnement des politiques en place.



Revenons à ce à quoi nous sommes confrontés tous les jours...

Le gouvernement français partage les orientations libérales des institutions européennes. Les conséquences sont terribles : notre société compte toujours plus d'inégalités sociales et d'exclusion, à commencer par les précaires, les chômeurs, les jeunes et surtout les femmes qui paient un lourd tribut.

Nous vivons dans une société fracturée avec 5,5 millions de demandeurs d'emplois, où la violence sociale est très forte.

L'alignement sur les désirs du MEDEF est aux commandes tous les jours. Sous couvert de lutte contre le chômage, ce sont toutes les conquêtes sociales des salariés qui sont sacrifiées une à une.

La riposte interprofessionnelle est une nécessité contre la remise en cause du code du travail et des 35 heures !

La semaine dernière a vu un véritable « mercredi noir » pour les idéaux de gauche : Valls qui confirme la déchéance de nationalité, Taubira qui s'en va et le chômage qui s'envole malgré les milliards de cadeaux au patronat !

Avec les mesures sécuritaires, le gouvernement ajoute une trahison morale à la trahison sociale. Les dernières mesures (déchéance de nationalité, état d'urgence prolongé à l'infini, réforme de la loi pénale) s'inscrivent dans la droite ligne d'orientations réactionnaires, et portent atteinte aux libertés individuelles et collectives.

Je voudrais dire ici qu'il est dommage, regrettable même que, sur ces questions où sont en jeu des valeurs fondamentales du mouvement ouvrier, la FSU ait hésité, qu'elle ait mis longtemps à adopter une position affirmée, en décalage avec ce qui s'exprimait dans ses composantes.

Il faut le constater : les choix d'Hollande-Valls alimentent une désespérance sociale qui détourne la population des cadres collectifs et profite directement au Front national.

Aux portes du pouvoir, il apparaît aujourd'hui comme seule alternative politique. Il y a là une véritable responsabilité et un réel défi pour le syndicalisme de transformation sociale : redonner espoir à la population, trouver les ressorts pour que les salariés reprennent le chemin des luttes qui leur permettront de défendre leurs intérêts, leurs droits, mais aussi d'imposer des choix différents.

Nous devons nous comporter en mouvement d'éducation populaire pour chercher à convaincre du bien fondé de nos propositions revendicatives et de nos alternatives.

Nous ne constatons pas simplement l'état de l'opinion et des salariés, nous voulons le faire évoluer. Nous l'avons fait, souvent à contre courant, sur le refus de l'homophobie, sur le refus du mérite, sur le « tous capable ».

Nous devons poursuivre sur le sécuritaire, l'accueil des migrants et bien d'autres choses... Expliquer, agir, c'est contribuer à faire bouger les lignes !

La combativité, c'est au jour le jour, et sur tous les terrains qu'il faut la développer :

- sur le terrain interpro, avec notamment la riposte à organiser contre la remise en cause du droit du travail...
- face aux réformes de l'état et des territoires qui distillent toujours plus d'inégalités, face à l'austérité généralisée qui affaiblit les services publics...
- face au mépris et aux attaques de Valls-Macron envers la Fonction publique, contre les politiques managériales et salariales que subissent les agents.
- face à des politiques éducatives qui cassent le cadre national de l'éducation, contre des budgets de misère dans les facs, avec les personnels de collège qui veulent l'abrogation de la réforme...
- contre les politiques sécuritaires qui menacent les libertés : en poursuivant, après les manifestations du 30 janvier, et en participant aux cadres unitaires qui se mettent en place...
- en solidarité avec les migrants et dans tous les combats anti-racistes

Intervention de l'École Émancipée à l'ouverture du congrès

- avec celles et ceux qui refusent la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes, symbole des méfaits du capitalisme d'aujourd'hui...lors de la mobilisation nationale du 27 février... comme avec les milliers de jeunes qui se mobilisent sur les questions climatiques...

En disant cela, nous ne partons pas de prétendues postures mais de réalités assez crues : ce sont des politiques à combattre par le syndicalisme parce qu'elles sont nocives pour la population et les salariés...

Nous ne devons rien négliger qui permettra de ré- enclencher une dynamique positive de mobilisations et de redonner de l'espoir à notre camp social.

Le gouvernement manie deux armes pour empêcher cela :

- la première, c'est la répression syndicale, notamment dans l'éducation, mais surtout à Air France et encore plus avec les condamnés de Goodyear maintenant..
- et la seconde, c'est le dialogue social à sa sauce, véritable jeu de dupes où les règles et objectifs sont fixés d'avance : il n'y a qu'à voir ce qu'il fait lors des conférences sociales, ou encore sur PPCR. Un prétendu dialogue, donc, dans lequel nous ne devons pas nous engager...

Nous le savons tous, seul un puissant mouvement social pèsera sur les choix politiques, même si les choses ne sont pas forcément faciles.

Il faut à chaque fois, pour espérer peser, nous mettre en situation de construire avec les personnels un rapport de forces le plus unitaire possible, parce que l'unité syndicale est un puissant levier pour l'action. Il n'y a pas d'autres voies. Et commençons à construire ce mouvement avec ceux qui y sont prêts...

Je voudrais revenir ici sur la journée de grèves et de manifestations du 26 janvier. Le thème (les salaires), les échéances (la négociation à venir), les appelants (FO, et surtout nos partenaires habituels présents dans cette salle, la CGT et Solidaires), notre responsabilité sur ce dossier, tout concourait à ce que nous y appelions clairement afin de peser pour et avec les personnels.

La FSU, pourtant, est restée en marge de l'appel unitaire national, en décalage par rapport à ses équipes militantes engagées très majoritairement dans la grève.

La grève sur le collège le même jour était d'une grande importance et participait de la reconstruction de la confiance dans l'action collective. Et si 77 sections départementales de la FSU ont jugé qu'elle n'était aucunement contradictoire avec un appel sur les salaires, cela n'a pas été le cas au plan national où le « soutien » a paru suffire comme expression fédérale !

Alors que la fédération travaille sans cesse à la synthèse, ce décalage entre les positions nationale et départementales fait figure de loupé.

Il faut trouver collectivement une réponse à cette situation, car nous avons besoin d'une fédération forte, qui ne soit pas simplement la somme ou la juxtaposition de ses composantes...

Nous ne pourrions construire des mobilisations à vocation majoritaire si nous ne nous appuyons pas sur nos collectifs militants que sont les Sections départementales et les Syndicats Nationaux, car ce sont eux qui sont au contact avec les personnels.

Gageons que nous arriverons ensemble, lors de ce congrès, à trouver les voies d'une participation active de notre fédération aux suites nécessaires et unitaires sur la question salariale.

Il nous faut affronter un avenir difficile. Les échéances électorales de 2017 font craindre le pire, notamment pour les

personnels des fonctions publiques.

Dans un tel contexte, nous devons être à l'offensive pour construire l'unité concrète du syndicalisme de transformation sociale car c'est lui qui peut, en étant plus uni, être le fer de lance de la résistance et de la contre offensive.

Mettons en oeuvre ce que nous écrivons dans nos textes de congrès et avançons ensemble, avec la CGT et Solidaires, par des dialogues, des confrontations, des réflexions ; par un travail régulier, ensemble, nous pourrions construire une unité solide, utile et permanente pour l'action.

Pour cela, nous avons besoin d'une FSU visible, crédible, présente et qui s'engage résolument.

Pour finir, j'ajouterais que ce congrès doit permettre de se doter de mandats ambitieux sur tous nos champs d'interventions, mais il doit aussi permettre de réaffirmer nos objectifs pour les années à venir :

- renforcer la fédération comme nous venons de le faire avec la fusion de nos deux syndicats dans la territoriale ;
- faire plus et mieux pour le fédéral ;
- stimuler la démocratie interne par le pluralisme afin de renforcer nos synthèses collectives ; favoriser le rajeunissement et la féminisation de nos instances
- engager résolument la FSU dans des mobilisations pour changer les rapports de force et contribuer à l'émergence d'autres rapports sociaux... parce que la transformation sociale est bien l'enjeu premier de notre syndicalisme et qu'il faut y mettre toutes nos forces.

Je vous souhaite à toutes et à tous un bon congrès, qu'il nous permette, tous ensemble, de faire vivre une FSU qui s'engage.

Et je terminerai par une pensée forte de Lucie Aubrac : « le mot résister doit toujours se conjuguer au présent ».

Véronique Ponvert